

*Initiatives ministérielles*

res années sont attribuables à la petite entreprise. C'est un facteur très important. Comme l'a souligné le secrétaire parlementaire du ministre, cela montre que nous avons déjà commencé à mettre l'accent sur les petites entreprises au Canada. La petite entreprise devient de plus en plus le pivot de l'économie canadienne et je suis certain que la plupart des gens se rendent compte que c'était également le cas autrefois.

Si l'on regarde les diverses études, on constate que la petite entreprise crée des emplois pour les Canadiens et réinvestit ses bénéfices dans l'entreprise au Canada, pour le bien de la population canadienne. C'est cet aspect que nous devons encourager, en nous assurant que les emplois sont créés au Canada, pour les Canadiens et par des Canadiens, et que les bénéfices sont investis dans l'avenir de ce pays et dans notre jeunesse, plutôt que de nous concentrer sur les grandes sociétés, les multinationales, qui sortent les profits de la région si cela fait leur affaire.

• (1040)

Si les députés d'en face sont sceptiques au sujet de ce que je viens de dire, je peux leur raconter une petite histoire au sujet de leur gouvernement et des Territoires du Nord-Ouest. Au Comité des finances, nous avons discuté de l'avenir des Territoires du Nord-Ouest et des conséquences de la taxe sur les produits et services sur la petite entreprise ou le milieu des affaires dans ce territoire.

Ce que disaient les députés conservateurs, c'est que si le secteur des ressources, constitué de grandes entreprises, est un élément important du produit intérieur brut des Territoires du Nord-Ouest, il crée très peu d'emplois. Il n'y aurait guère que 20 p. 100 des personnes employées qui travaillent pour le secteur des ressources.

Ce qu'ils disaient encore, c'est que l'essentiel des bénéfices, au lieu de servir à la prospection et à la mise en valeur dans les Territoires du Nord-Ouest, s'en va dans les coffres de la société et sert ailleurs si elle estime qu'il est plus facile et plus rentable d'y développer les ressources.

Je prends cela comme exemple pour montrer que les grandes sociétés, les multinationales, ont tendance à sortir leurs bénéfices du pays, au lieu de les réinvestir. La petite entreprise ne fait pas cela. Selon moi, la petite

entreprise est la voie de l'avenir et elle continue à réinvestir sur place.

En tant que députés fédéraux et législateurs, nous devons considérer notre avenir lorsque nous envisageons l'aide à la petite entreprise. Ce projet de loi est un premier pas, mais un premier seulement, vers la situation que nous aimerions avoir en ce qui concerne la petite entreprise et l'aide que nous devrions lui accorder.

Quand je vois le peu que nous avons eu dans les prévisions de dépenses et le Budget, je me demande ce que le gouvernement entend faire pour les petites entreprises. Comme l'a signalé mon collègue du Parti libéral, il y a eu 13 millions de dollars de réductions au chapitre des services de gestion de la Banque fédérale de développement, et le Budget des dépenses comporte 18,5 millions de réductions nouvelles prévues pour cette année. Nous ne savons pas encore où au juste ces réductions vont être opérées à la Banque de développement, mais toute réduction à ce chapitre touche directement les petites entreprises.

Je sursaute et je me demande si le ministre et les autres députés d'en face ne devraient pas faire de même. Où allons-nous si nous continuons de réduire les programmes destinés à un secteur qui va créer des emplois pour assurer l'avenir du pays? Qu'est-ce que nous sommes en train de faire? Et pour quelle raison? Il me semble à moi et aux députés de mon parti que si nous voulons favoriser l'emploi et une activité économique raisonnable pour l'avenir, il faut encourager ceux qui créent des emplois et qui réinvestissent au Canada, dans les petites entreprises.

Je sais que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a beaucoup de choses qu'elle aimerait vouloir faire pour l'avenir des petites entreprises, parmi lesquelles il y aurait peut-être de meilleures garanties de prêts, mais pas nécessairement quelque chose qui entraîne des subventions aux petites entreprises. Je pense que les subventions ont leur place. Je ne pense pas que ce soit une chose qu'il faille favoriser, et en tout cas je pense que les subventions aux grosses entreprises peuvent facilement être supprimées. Si nous réexaminons le régime des subventions, alors ces subventions devraient aller principalement aux petites entreprises.

Il semble encore une fois que c'est aux petites entreprises que la préférence devrait aller et non aux moyennes entreprises, parce que si les petites entreprises prospèrent l'économie prospère et il y a de l'espoir pour l'avenir de la jeune génération.